

ITA

BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M.WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198
COMPTE DE BANQUE: BBL 310-0148714-02

PERIODIQUE MENSUEL
5ème année - mars 1981
Français 53
Abonnement annuel
Benelux 350 FB
Etranger 400 FB

Reproduction de nos articles autorisée
avec la mention de la référence Info-Türk

OBJECTIFS DE LA LUTTE ANTI-FASCISTE EN TURQUIE

BRUXELLES (ITA) - L'Union pour la Démocratie en Turquie a publié à Bruxelles les résolutions sur la lutte anti-fasciste en Turquie, la lutte pour la Paix, la lutte pour apporter des solutions aux problèmes spécifiques des travailleurs immigrés de Turquie, adoptées par le 1er Congrès de son organisation européenne tenu le 14 février 1981 en Belgique, avec la participation des délégués venus de sept pays d'Europe.

Selon la Résolution No.1, le Premier Congrès de l'Union pour la Démocratie en Turquie charge tous les comités de son organisation à contribuer activement et pleinement à la lutte des forces démocratiques de Turquie pour bâtir le FRONT UNIQUE des forces anti-fasciste, anti-impérialiste, anti-monopoliste et anti-chauvine, pour engager ce front dans la lutte afin de gagner et constituer un POUVOIR DEMOCRATIQUE REVOLUTIONNAIRE en Turquie.

"Ce pouvoir:

" - mettra fin à la dictature fasciste militaire qui apparaît depuis le 12 septembre 1980 comme étant le pouvoir terroriste et sanglant de l'impérialisme, de la grande bourgeoisie monopoliste et des grands propriétaires terriens,

" - déchirera les accords bilatéraux en mettant fin à la condition de la Turquie de membre de l'OTAN sous la tutelle de l'impérialisme américain, condition qui devient plus nette depuis le 12 septembre 1980,



" - nationalisera les branches clefs de l'industrie, les banques, les compagnies d'assurance, et le commerce extérieur et brisera par ces nationalisations l'hégémonie sur le plan économique des monopoles dépendant de l'extérieur, qui constituent la base matérielle de l'actuel pouvoir de la junte des généraux,

" - balayera les influences monopolistes, réactionnaires-fascistes sur le mécanisme de l'état, et réorganisera fondamentalement le mécanisme de l'état autour des principes de la démocratie,

" - dénoncera le fascisme comme crime contre l'Humanité, interdira la propagande de l'idéologie fasciste, protégera et développera les droits et libertés démocratiques,

" - mettra fin aux applications racistes-chauvines et assimilatrices au Kurdistan de Turquie afin de permettre l'accomplissement des droits démocratiques nationaux du peuple Kurde."

A propos du FRONT UNIQUE, le 1er Congrès d'Europe de l'Union pour la Démocratie en Turquie:

" - souligne l'importance, pour la victoire, du rôle d'avant-garde du mouvement politique de la classe ouvrière dont la fonction et le rôle dans la société de la Turquie d'aujourd'hui est accru et qui est la force motrice de la lutte pour la démocratie,

" - précise que ce front doit obligatoirement prendre comme axe principal l'alliance ouvrière-paysanne et se baser sur elle,

" - exprime qu'il doit couvrir aussi les petits commerçants et les artisans, les travailleurs intellectuels et les autres couches petites-bourgeoises des villes et affirme que les groupes et organisations qui défendent les droits nationaux démocratiques du peuple Kurde et qui lutte contre les politiques racistes-chauvinistes et assimilatrices doivent figurer parmi les éléments essentiels de ce front,

" - rappelle les rôles et fonctions de la jeunesse, du mouvement démocratique de la femme, des intellectuels et des travailleurs de l'art et de la culture dans l'organisation du front,

" - tout en mentionnant l'importance de couvrir également les couches capitalistes non-monopolistes qui ont une contradiction matérielle avec les monopoles, souligne toutefois le fait que la contradiction fondamentale capital-travail se poursuit entre la classe ouvrière et ces couches capitalistes non-monopolistes et que la bourgeoisie non-monopoliste a tendance à se concilier avec l'impérialisme et la bourgeoisie monopoliste, et que même au cas où elle était incorporée au front, elle aura la particularité d'être un allié instable et indécis,

" - rappelle une fois de plus que la classe ouvrière assurera son hégémonie dans le processus révolutionnaire, non pas en imposant son exclusivité mais en définissant par son parti socialiste scientifique les tactiques et stratégies les plus valables, en se battant au premier rang et en guidant les forces démocratiques,

" - souligne l'importance accrue dans la réalisation du front démocratique, de l'unité d'action que les organisations de la plate-forme socialiste scientifique réaliseront en se réunissant à tous les niveaux et progressivement, en réalisant l'unité du mouvement politique de la classe ouvrière,

" - attire l'attention sur le fait que la construction du front sera également réussi en travaillant parmi les divers éléments et classes du front, notamment parmi les paysans, les artisans et petits commerçants, les travailleurs intellectuels, les jeunes, les femmes, les hommes d'art, de science et de culture, dans la grande masse des chômeurs, et en organisant tous ces éléments,

" - précise que la formation du front s'effectuera par l'application des principes du respect mutuel et d'égalité entre organisations, la non-ingérence dans les affaires internes, la conservation de l'indépendance organisationnelle, en utilisant les méthodes de conviction, et en se conformant totalement aux décisions prises communément,

- met l'accent sur l'importance accrue de nos jours de la présence numérique des travailleurs immigrés de Turquie à l'étranger, de développer l'organisation démocratique dans cette force potentielle numérique et de la gagner à la lutte contre la junte,

" - insiste sur le fait que cette lutte poursuivie est une partie du processus révolutionnaire mondial et que la solidarité internationale sur cette lutte est d'une importance vitale,

" - à partir de ces faits et constatations, charge tous les comités de:

" - mettre en valeur toutes les occasions pour réaliser la plus large unité d'action et de travail, stable et basée sur des principes, entre les organisations démocratiques à l'étranger,

" - transformer le potentiel quantitatif à l'étranger en force qualitative et gagner ces masses à la lutte contre la junte, en les informant sur la structure de classe de la junte, les actions concrètes qu'elle a fait projeter et envisagé de faire, la répression, la terreur, la tyrannie et les tortures qu'elle applique, la forme concrète, les caractéristiques, les conséquences et les objectifs de classe de l'économie politique qu'elle a adoptée, ses relations matérielles avec l'impérialisme dans le domaine de la politique extérieure, et la direction vers laquelle s'acheminent ou vont s'acheminer ces relations, et réunissant la masse autour d'objectifs concrets,

" - éclairer les forces mondiales de la Paix, de la démocratie et du socialisme sur les évolutions de la situation en Turquie et gagner leur soutien à la lutte menée sur le terrain."

(Comité d'Europe de l'Union pour la Démocratie en Turquie:

DIB-AK, BP 1344 - 1000 Bruxelles - Belgique).

LETRE DE Mme BEHICE BORAN AU CONSEIL DE L'EUROPE

LA HAYE (ITA) - Suite à la décision de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, la commission permanente de cet organisme européen a examiné le 27 mars 1981 à La Haye la situation actuelle en Turquie.

A cette occasion, Mme Behice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie qui se trouve actuellement exilée à Bruxelles a attiré l'attention de la Commission Permanente sur l'application de nouvelles mesures d'intimidation qui visent les opposants au régime en Europe.

Mme Boran dit:

"A cette occasion, je voudrais, en tant qu'ex-député et ancien membre de la Commission Parlementaire Mixte Turquie - CEE, porter à votre attention sur ce qui a été mis en application par la Junte militaire en violation flagrante des droits de l'Homme et des libertés démocratiques, ce, depuis le 25 février.

"Les personnes, résidants à l'étranger, contre lesquelles des poursuites ont été établies sont sommées de retourner en Turquie et de se livrer aux autorités dans le mois de la sommation sous peine de se voir privées de leur nationalité. En fait, cette procédure outre le fait qu'elle soit contraire à tout principe de loi, vise en même temps les personnes supposées être à l'étranger en vue de les obliger à se révéler et ainsi de se rendre. De plus, tous les biens de ces personnes, qui se trouvent ainsi privées de leur nationalité, sont saisis par les autorités, vendus et la somme ainsi réalisée de même que tous les autres avoirs, tels épargnes, actions, obligations, sont placés sur un compte bloqué. Sa retraite ou autre assurance sociale pour lesquelles il aurait contribué durant toute sa vie professionnelle par des privations sur ses salaires, lui sont définitivement perdus quoique étant considéré par essence comme un droit acquis inaliénable. De plus, la famille se trouve elle-même à son tour victime du préjudice ainsi porté à la personne destituée de sa nationalité. Le nombre de personnes frappées par cette mesure depuis sa mise en application est d'environ de trois cents en deux mois.

"En autre sujet de préoccupation du point de vue des droits et libertés démocratiques consiste dans l'application d'un traitement similaire à celui mentionné, pour toute personne accusée d'avoir commis un "délit contre l'Etat".

Ces "délits", pour lesquels de si injustes peines sont portées, comprennent entre autres des actes tels que calomnies ou diffamations supposées contre l'Etat, le gouvernement, les forces de sécurité ou encore de la propagande politique et qui tombent sous l'application des articles 141 et 142 du Code Pénal Turc, articles empruntés au code pénal fasciste de Mussolini (1936) en vue de la protection de l'Etat. Ces articles furent par la suite plusieurs fois amendés et leurs clauses pénales rendues à chaque fois plus sévères.

"Pour rendre compte de la façon dont l'arbitraire a ouvert la voie à l'oppression politique en Turquie, je me permettrai de vous raconter ma propre histoire. Je fus condamnée à 8 ans et neuf mois d'emprisonnement par application des dits articles et en plus à deux années de résidence surveillée par la juridiction militaire de la Loi Martiale d'Ankara, pour le simple fait d'avoir prononcé à la TV deux discours électoraux en tant que candidate et en tant que présidente du Parti Ouvrier de Turquie, durant la campagne de l'automne 1979. A la suite de quoi je fus convoquée et privée de ma nationalité pour ne pas m'être rendue à la convocation."

LES PROVOCATIONS DU GENERAL EVREN CENSUREES PAR LA TV ALLEMANDE

ANKARA/BONN (ITA) - Alors que les institutions démocratiques européennes discutent les nouvelles mesures de la junte militaire de Turquie, portant sur la privation de nationalité de ceux qui "agissent contre la sûreté de l'Etat à l'étranger", le chef de la junte Evren relance ces assauts contre les opposants résidant à l'étranger.

Lors de son apparition à l'émission de la ZDF (télévision allemande), "Lettre de Turquie", préparée par la TRT (télévision turque), le chef de la junte a tenu des propos violents contre les opposants:

"Ces gens sans patrie continuent leurs activités criminelles à l'étranger. Pour eux, il est moins important d'être Turc que de servir d'autres pays dans l'intérêt de certaines idéologies auxquelles ils sont attachés."

S'adressant aux citoyens de Turquie résidant à l'étranger, le général Evren les met en garde contre toute action venant de "certaines personnes qui, ayant abandonné leurs pays, continuent de diffuser leurs malédictions et leurs poisons à l'étranger..."

Le chef de l'Etat incite même ses citoyens à agir contre les opposants: "Si seulement le noble sang Turc coulait dans leurs veines, selon l'esprit d'Atatürk, ils auraient osé retourner dans leur pays pour être responsables de leurs actes. Considérés comme mercenaires, ils sont déjà condamnés par l'opinion publique... Ne les laissez pas vous provoquer, ne les laissez pas survivre parmi vous."

D'après les médias turcs, la ZDF aurait procédé à la censure de ces passages provocatifs du discours du général Evren, pour ne diffuser que les passages relatifs aux opérations menées contre le terrorisme et les décisions prises par le gouvernement pour résoudre certains problèmes auxquelles les citoyens turcs doivent faire face.

Après cette censure, jugée comme "honteuse et outrageante contre la nation turque", la TRT a exigé le retrait de l'émission "Lettres de Turquie". Les dirigeants de la ZDF ont eux, ignoré toutes initiatives diplomatiques faites dans ce sens.

Lors d'un discours à Manisa, le général Evren accuse aussi les forces démocratiques européennes, solidaires des démocrates de Turquie, d'être des ennemis de la Nation turque: "Maintenant ils (les opposants) poursuivent à l'étranger leurs activités contre la patrie, en profitant des conditions de là-bas, mains dans la main avec des personnes qui ne sont pas nos amis... Comment pouvons nous les considérer comme citoyens turcs. Nous avons radié sans remords de la nationalité turque les traîtres à la patrie et les espions dénués du noble sang turc."

LETRE HISTORIQUE DES PARLEMENTAIRES SOCIAUX-DEMOCRATES
ENVOYEE A BULENT ECEVIT, JUSTE 3 JOURS AVANT LE COUP D'ETAT

Le chef de la junte militaire en Turquie, le général Kenan Evren a déclaré lors de son discours du 29 mars à Manisa: "Nous avons effectué de grand progrès dans notre combat contre l'anarchie et la terreur qui était notre premier objectif. Tous les éléments des organisations clandestines qui ont pour but l'anéantissement du régime et le partage de notre patrie, sont attrappés les uns après les autres et les organisations sont démantelées successivement." Ainsi il a tenté de justifier la répression fasciste sur les forces démocrates et progressistes de Turquie, devant l'opinion publique mondiale.

Il a accusé toutes les forces luttant avant le 12 septembre pour l'indépendance et la démocratie d'être des éléments subversifs des puissances mondiales voulant anéantir l'Etat Turc.

Or, parmi ceux qui luttait contre les injustices sociaux-économiques et contre la dépendance de la Turquie à l'étranger, se trouvaient aussi des forces proches du Parti Républicain du Peuple (CHP), parti de l'ancien premier ministre Ecevit. C'est pourquoi il y a plusieurs membres du CHP parmi les progressistes et démocrates, victimes des hordes fascistes.

Le CHP a été fondé pendant les années de la Guerre d'indépendance par Mustafa Kemal Atatürk, dont le centième anniversaire est célébré cette année-ci par la junte militaire. Après sa mort en 1938, le CHP a été dirigé par Ismet İnönü, le deuxième président de la République. Et de 1972 jusqu'au coup d'état de 1980 par Bülent Ecevit, l'ancien premier ministre. A la suite du coup d'état, le CHP a été interdit comme d'autres partis politiques, son leader Ecevit et ses parlementaires ont été détenus. Mais sur la pression de l'opinion mondiale, la junte a été obligé de les libérer quelques semaines plus tard. Néanmoins, les généraux ont déclaré que la nouvelle législation interdira aux anciens dirigeants de parti de reprendre des activités politiques. Ladessus, Ecevit a démissionné de son poste pour protester cette mesure anti-démocratique. (Pour plus d'information sur le CHP, voir le BULLETIN, Janvier 1977, Mai 1977).

Dans ce numéro, nous présentons à l'opinion mondiale la lettre ouverte que 32 parlementaires du CHP avaient envoyée à la présidence du parti à l'occasion du 57ème anniversaire de la fondation du parti, le 9 septembre 1980, juste 3 jours avant le coup d'état militaire. Cette lettre explique, à l'encontre des manoeuvres de la junte fasciste pour tromper l'opinion mondiale, comment la Turquie en était arrivée à ce point, et quelles étaient les solutions.

"Depuis un certain temps en Turquie, des luttes fratricides font couler le sang. Depuis un certain temps notre pays et notre peuple traversent une période où chaque jour est plus dur, plus noir, plus ensanglanté que le précédent.

"Or apparemment tout le monde souhaite la fin de ces troubles sanglants, et l'arrêt immédiat de ce fleuve de sang. Apparemment tout le monde souhaite la paix, la tranquillité et la sécurité -conforme bien sûr à ses idées.

"Pourtant le sang coule, le nombre de cadavres ne diminue pas, augmente. Bien que personne ne défende ouvertement le fascisme, celui-ci s'installe de toute son obscurité sur notre pays. La peur panique -volontairement propagée- devant la mort omniprésente, qui en arrive à faire oublier les soucis du pain quotidien et de la liberté, en est la preuve irréfutable.

"Comment est-ce possible que, bien que tout le monde y soit opposé en apparence, ce flot sanglant continue à se déverser sur notre pays?

"Pour comprendre cela, il faut s'écarter un instant des rues sanglantes de notre pays et se tourner vers les réalités cachées derrière cette terreur, vers le pays en entier, avec son économie, sa constitution sociale, sa défense nationale, sa politique étrangère et avec sa position dans le monde et la proche-orient.

I

Le Cercle de dépendance...

"De nos jours le proche-orient a la particularité d'être une région où les luttes politiques s'intensifient et qui acquière une importance énorme sur l'échiquier mondial par sa position stratégique, ses débouchés et peut-être surtout à cause de son pétrole dont le prix continue de galoper.

"Le fait que l'Iran, après la chute du Shah, ait abandonné ouvertement le rôle de gendarme des Etats-Unis au Moyent-Orient, et ait entamé une politique anti-américaine; la nouvelle position de l'Afganistan et le mouvement Palestinien qui se développe, entraînent une lutte qui formera de nouveaux équilibres dans la région.

"Pour l'installation de ces nouveaux équilibres, on force la Turquie à endosser l'uniforme de gardien dévoué des intérêts des Etats-Unis au Moyen-Orient, rôle dangereux qu'avait quitté l'Iran.

"Les pouvoirs politiques qui ne voient pas qu'"IL Y A DES GRAVES INCONVENIENTS A LIER LA SURETE NATIONALE A UNE SEULE SOURCE ET A DES MOYENS ETRANGERS AU DELA D'UNE CERTAINE LIMITE"(Programme du CHP, p.267) poussent notre pays -au nom de la sûreté nationale- vers un chemin dont on revient difficilement; par l'intermédiaire des accords bilatéraux tel "l'accord de la coopération à la défense" qui ombrage notre indépendance.

"Or, ils essayent d'escamoter le fait qu'"UNE NATION DONT LA SÛRETE DEPEND DE L'ETRANGER NE POURRA PAS CONSERVER UNE INDEPENDANCE SUFFISANTE, CE QUI LAISSE DENUE DE SENS UNE TELLE SORTE DE SURETE" (Programme du CHP, p.267).

"Le Gouvernement de Demirel, qui est le plus mauvais exemple des pouvoirs politiques qui ne conservent pas suffisamment une ligne 'd'indépendance totale', entraîne -camouflé par tout ces troubles sanglants- notre pays vers un tel cercle de dépendance, que notre peuple ne pourrait accepter consciemment.

"C'est la première des raisons du sang versé... et, les victimes de ceux qui cherchent à masquer cette politique de sujétion sont ces cadavres qui jonchent le sol: la belle jeunesse de notre patrie.

II

La recette économique des monopoles

"D'un autre côté la Turquie se débat depuis des années dans une conception d'économie qui ne se base pas sur le respect du travail, les besoins de notre peuple et les capacités de notre pays. Les résultats d'une telle conception sont indéniables: ...Des dettes extérieures que même nos enfants auront du mal à payer. Une lire turque dont la valeur diminue continuellement... La misère, le chômage, la hausse des prix... Et notre "honneur national" souillé aux pieds de la Banque Mondiale, de la CEE, du FMI, de l'OCDE... Et aussi une répartition des revenus, peut-être la plus inique, la plus injuste au monde.

"Malgré tous ces résultats négatifs ceux qui veulent poursuivre ce plan économique au prix d'augmenter encore plus les injustices, sont toujours au pouvoir dans notre pays. Le gouvernement de Demirel cherche à ouvrir la voie du développement monopoliste en Turquie par ses mesures économiques et ses décrets de taux d'intérêt depuis le 24 janvier (1980). Sur le plan économique il applique mot pour mot -et comme seul- les recettes internationales qui installent en maître inébranlable le bloc monopoliste, flanqué de ses banques et banquiers, et le capital étranger; tout cela dans un contexte d'absolue dépendance à l'étranger. Ces recettes réclament la suspension ou l'annulation complète des droits acquis par nos travailleurs.

"C'est pour cela que Demirel cherche à boucher les voies de revendications des droits des travailleurs et suspend les grèves comme cela ne s'était jamais vu jusqu'ici. Il essaye d'un autre côté de provoquer les chômeurs que cet ordre

pourri a abandonnés à la rue, contre les ouvriers qui poursuivent leurs grèves justifiées contre les conditions de vie insupportables. Il fait opprimer le paysan par l'usurier, le petit marchand par le grand commerçant et l'artisan par le grand industriel; il condamne le fonctionnaire à la misère et à la faim. Domirel lutte pour sa propre classe avec des moyens infâmes.

"La Turquie vit l'effondrement moral et social d'une dépendance complète sur le plan économique aussi, au prix d'imposer aux masses populaires, la hausse des prix, la misère et des difficultés innombrables, pour satisfaire les profits du capital monopoliste.

"Ce type de développement économique ne peut être imposé au peuple au sein d'un régime démocratique. Le programme du CHP l'exprime clairement:

"LES REGIMES CAPITALISTES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ONT TOUJOURS DU MAL A POURSUIVRE UNE POLITIQUE ETRANGERE ET DE DEFENSE, INDEPENDANTE; ET NE PEUVENT ETRE SUFFISAMMENT DEMOCRATIQUE NI DEFENDRE LES LIBERTES. CAR LE CAPITALISME SUPRA-NATIONAL DONT ILS DEPENDRONT INVARIABLEMENT, EST DERANGE PAR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES QUI ENTRAINENT DANS CES PAYS UNE PRESSION DE L'OPINION PUBLIQUE ET DES DROITS AUX TRAVAILLEURS. UN REGIME OU TOUT CES DROITS ET LIBERTES SERONT RESTREINTES LUI PERMETTRA D'AVOIR PLUS DE FACILITE A TENIR LE GOUVERNAIL DE L'ECONOMIE ET D'AVOIR UNE PLUS GRANDE PART DE PLUS-VALUE ET AUSSI DE PLUS GRAND PROFITS. (Programme du CHP, p.279).

Le Pouvoir est-il la source de la terreur?

"C'est à cause de tout cela que les maîtres de l'économie en Turquie et leurs représentants politiques, ne veulent pas (malgré les apparences) la fin de la terreur. Car pour eux la terreur est un outil excellent pour supprimer les droits et libertés syndicaux, politiques, constitutionnels et d'apporter de nouvelles mesures de répression.

"En effet le pouvoir qui apparemment lutte contre la terreur, lutte en fait pour abroger la liberté de revendication et d'organisation grâce à des projets de loi qui tentent de supprimer le droit de grève, de geler les salaires, de perpétrer par la 'loi de cas exceptionnel', l'état de siège et de le rendre encore plus dur. Sous le couvert de "lutte contre le terrorisme", la torture, la répression et la tyrannie deviennent monnaie courante au sein des grandes masses populaires, et 'la terreur d'état' s'intensifie.

"Pour qu'une 'économie de modèle sud-américain' - comme l'exprime le président du CHP- puisse se compléter avec un régime autoritaire et oppressif sur le plan politique, peut-on trouver de meilleur prétexte que la terreur et la confusion semée par l'agression fasciste?

III

La lutte anti-fasciste n'est pas "un slogan abstrait"!

"Ce fleuve de sang, cette lutte impitoyable, ne trouvent pas origine dans la rue. La terreur et l'escalade fasciste ne commence ni ne se termine dans la rue.

"Dans l'obscurité de cette confusion sanglante, on veut fusionner la Turquie à l'ouest dans les domaines économique, culturel, militaire et diplomatique. Le système d'exploitation veut des garanties aussi bien intérieures qu'extérieures au prix d'appauvrir encore plus les masses populaires aveuglées par la terreur.

"La rue ensanglantée n'est donc qu'un instrument pour cacher ces réalités. Et le mouvement fasciste dans notre pays n'est qu'un masque; il est un outil employé pour cacher les réalités du système d'exploitation à l'intérieur, de la fusion avec l'occident et de la dépendance.

"Par conséquent la lutte anti-fasciste n'est pas un slogan abstrait. La lutte contre le fascisme, contre l'agression fasciste, pour la fin de la terreur est en fait une lutte difficile et polyvalente qui implique forcément d'être contre la dépendance extérieure et contre ce système d'exploitation.

IV

Le CHP au 9 septembre 1980

"Aujourd'hui 9 septembre 1980, le Parti Républicain du Peuple (CHP) qui atteint sa 50e année, conscient d'être le parti de Mustafa Kemal, le parti des meneurs qui ont conduit et gagné notre guerre d'indépendance avec honneur, doit encore une fois se lancer à la tête de la lutte contre toute menace portée à notre indépendance nationale. Le CHP a aussi le devoir -étant aussi le parti qui a fondé les bases de notre démocratie- de prendre une attitude cohérente contre le danger qui menace la démocratie.

"La base de l'indépendance et de la démocratie est un peuple résistant, conscient et organisé. C'est pourquoi le CHP se doit aussi d'organiser la conscience démocratique et la force du peuple contre le fascisme en s'opposant à toute tentative qui pourrait diminuer l'influence, la force et la résistance du peuple et en luttant contre les pressions économiques, sociales et politiques.

"Le CHP est obligé d'être le défenseur d'une économie basée sur la suprématie du travail, et doit être le garant de la démocratie et de l'indépendance.

"Pour remplir ce devoir impératif, le CHP doit être le meneur des revendications de la population sur la paix et la démocratie; ceci en alliant ses forces à la dynamique progressiste du peuple. Ce n'est possible qu'à condition d'essayer de rénover le parti avec une conception démocratique contemporaine, en accord avec les besoins et revendications de la population, qui changent et évoluent; et de vouloir sincèrement empêcher le populisme de devenir un discours abstrait, et de l'appliquer, que cela soit au pouvoir ou à l'opposition.

Pour l'union et l'harmonie...

"Sinon, un CHP poussé à une ligne qui est en arrière de la population et de notre époque; qui est à droite et en retrait des principes de base de son programme, ne peut être le meneur de la société. Un CHP qui vire à droite en éliminant le fonctionnement démocratique de ses propres organes et qui devient un parti centraliste en liquidant, par des trafics malhonnêtes, ses organisations qui ont porté -et porteront malgré tout- le poids du parti dans les passes difficiles; perdra le droit et l'occasion de défendre la paix, la démocratie et l'indépendance dans notre société.

"Pour mener la population, il faut d'abord que l'union et l'harmonie règne au sein du CHP.

"Cependant ce n'est certes pas en adoptant des attitudes et applications liquidatrices sans bornes - tout en discourant sur l'unité- que l'on y arrivera; mais en défendant les principes et règles fondamentales du programme du CHP et en appelant tous les membres à se réunir autour d'une politique d'action sur ces bases.

"L'union du CHP passe aujourd'hui par la défense -sans en dévier le fond- non seulement de nos six principes indéniables (Républicanisme, Nationalisme, Laïcisme, Réformisme, Etatisme, Populisme), mais aussi des six règles fondamentales du programme (Liberté, Egalité, Solidarité, Suprématie du Travail, Développement collectif, autogestion). C'est aussi le seul moyen de régler les problèmes de la Turquie dans la démocratie et l'indépendance.

V

Les forces démocratiques contre le fascisme...

"C'est pourquoi le CHP doit quitter immédiatement l'attitude indécise et conciliatrice qu'il poursuit depuis l'époque où il était au pouvoir; et prendre position dans ce conflit social, résolument et d'une manière cohérente, dans les rangs de la démocratie, l'indépendance et le travail; et intervenir catégoriquement dans ce désespoir où est entraîné notre société.

"Les pièges internes et externes tendus à la Turquie, ne peuvent être déjoués que si le CHP prends la tête de la solidarité, dans les règles démocratiques, des forces anti-impérialistes, anti-monopolistes et anti-fascistes.

"Les plans obscurs du fascisme visant à exploiter encore plus le travail de notre peuple, peuvent ainsi être déjoués."